

17 SEP 1976

D 285 BRESIL: ITINERAIRE D'UN PAYSAN

L'interview ci-dessous, réalisée en janvier 1976 dans les environs de Vila de Rondônia, dans le Territoire du Rondônia, illustre le phénomène des migrations internes au Brésil et surtout le blocage de la situation des petits paysans d'Amazonie (cf DIAL D 209: "La vie quotidienne des colons en Amazonie du sud").

En ce qui concerne le statut foncier, la loi stipule que les terres situées de part et d'autre de la route fédérale BR 364, sur une largeur de cent kilomètres, sont la propriété de l'Etat. Cela permet à l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) d'affecter des lots aux nombreux immigrants sollicités de venir dans cette région. Mais des spéculateurs, organisés en Sociétés de colonisation et bénéficiant par corruption de la complicité de fonctionnaires de l'INCRA, s'abattent sur ces terres avec de faux titres de propriété et entreprennent d'expulser les petits cultivateurs installés sur ces terres, loties ou non. Cela se traduit par des menaces, des exactions et des crimes.

Les déclarations du paysan João Jorge da Silva, reproduites ici, sont textuelles.

(Note DIAL)

EN AMAZONIE, L'HOMME DE LA FORET ABANDONNÉ ET MENACÉ

Je m'appelle João Jorge da Silva. Je suis né dans le Rio Grande do Norte, mais j'ai été élevé dans le Pernambuco; c'est là que j'ai été inscrit sur les registres de naissance. Vers les seize ans, là dans le Pernambuco, je me suis marié. Un jour, j'ai décidé d'aller dans l'Etat de São Paulo. J'y ai travaillé quatre ans comme ouvrier agricole: un an à Rancharia et trois ans à Oswaldo Cruz. Là, un beau jour, j'ai entendu le gérant du domaine parler de l'existence d'une colonie fédérale dans le Mato Grosso. Moi, dans l'exploitation, j'étais chef d'équipe, mais j'en avais assez de travailler sous les ordres des autres. Alors je me souviens, un vendredi, j'ai décidé de partir pour le Mato Grosso. J'ai pris l'avion et je suis parti pour le Mato Grosso. Aussitôt après mon arrivée dans cet Etat, à Dourado exactement, je suis allé me rendre compte. Mais on m'a refusé de m'attribuer un lot de terre parce que je n'avais pas fait le service militaire; j'étais un insoumis. On m'a envoyé de force à la caserne pour servir dans la cavalerie. J'y suis resté sept ans, sept ans au service du gouvernement et sans retirer aucun avantage. Un jour, j'ai décidé de demander mon congé de l'armée, de revenir à la vie civile et de défricher la forêt.

De là je suis donc parti à la frontière de la Bolivie, à Corumba. J'ai acheté un petit lopin de terre que j'ai travaillé deux ans. Là encore,

j'ai vite compris qu'il n'y avait pas d'avenir: une terre pauvre, sans possibilité d'élever des bêtes et d'assurer la subsistance de ma famille. Je suis retourné à Campo Grande, dans le Mato Grosso.

J'arrive à Campo Grande, plutôt découragé à la pensée d'avoir déjà lutté tant d'années au service du gouvernement sans en retirer le moindre avantage. Un jour sur la place du marché, j'étais en train de me plaindre à haute voix, et parmi les gens il y avait un colonel. Il m'a demandé pourquoi je récriminais. "Je ne me plains pas, dis-je, je raconte seulement la vie dure que j'ai menée jusqu'ici". Et je lui ai tout raconté à lui aussi, depuis le commencement. C'est alors qu'il m'a dit: "Vous avez encore une chance, c'est d'aller au Rondônia, à la colonie fédérale de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA). Vous allez là et la Nation vous donne 80 hectares de terre à défricher, à déboiser et à cultiver. C'était un jeudi. Le lundi suivant, je me débrouille pour trouver un "pau-de-arara" (1) où je charge la famille et le mobilier et me voilà parti.

Quand j'arrive dans le Territoire du Rondônia, à Vila de Rondônia, je vais au bureau de l'INCRA. J'arrive là, je montre la lettre que m'avait remise le colonel en question. Le fonctionnaire a regardé la lettre et il m'a répondu: "Vous venez avec une excellente recommandation, mais il va falloir que vous attendiez six mois, jusqu'à ce que nous puissions vous attribuer un lot de terre." Je lui dis: "Mais dans six mois j'aurai mangé toutes les économies que j'apporte avec moi! Et après, comment est-ce que je vais faire pour travailler?" Il me répond: "Ah! il n'y a pas moyen de faire autrement, il faut attendre." Je dis: "Non. Et ceux qui s'installent sur les terres fédérales (2), qu'est-ce que vous en pensez?" Il me dit: "On ne les expulse pas, seulement ça fait des complications le jour où les géomètres vont faire la délimitation des terres; et vous ne serez aidé par personne." Je dis: "D'accord. Un jour il faudra bien que le gouvernement se rende compte que je ne suis pas un vagabond."

Et je suis parti. J'ai acheté une pirogue et j'ai descendu le fleuve. Je me suis installé au bord du fleuve en pleine forêt, à peu près à douze kilomètres de la ville. J'ai construit un ranch et j'ai vécu là un an avec la famille, au bord de l'eau, en luttant contre les moustiques, les moustiques les plus affreux du monde. Quand j'avais déjà défriché 700 mètres de forêt au bord du fleuve et fait une plantation, j'ai vu qu'avec les moustiques c'était impossible. Alors j'ai cherché un endroit plus sec pour habiter. Partout c'était la forêt vierge, pas le moindre sentier, pas la moindre clairière. C'est là que je me suis installé. Cette maison où nous sommes en ce moment n'est donc pas la première. L'autre est à 1.500 mètres d'ici; elle avait douze mètres sur huit. Là j'avais aussi un verger avec des bananiers, des orangers... mais les moustiques étaient insupportables. Alors j'ai déboisé ces quatre hectares ici pour construire cette maison.

Pendant deux ans, mon seul moyen de communication était le fleuve. J'emportais mes récoltes à la ville en pirogue mais je me rendais bien compte que c'était trop dur et trop dangereux. Alors j'ai pensé qu'il fallait ouvrir une piste à travers la forêt. Je suis allé à l'INCRA, mais ils n'ont pas voulu m'aider. Alors je l'ai faite pour mon propre compte. J'ai ouvert sept kilomètres de piste pour atteindre Vila de Rondônia. Je suis parti du fleuve. En regardant passer l'avion, j'avais

(1) "Perchoir-à-perroquet", nom donné aux camions qui servent de moyen de transport. (2) Terres vierges non cadastrées.

vaguement idée de la direction que je devais prendre. J'ai d'abord commencé à ouvrir un sentier à la machette, en cherchant par où je devais passer pour atteindre Vila de Rondônia. Quand je suis arrivé en vue de l'agglomération, j'ai étudié l'endroit afin de trouver un chemin pour raccorder ma route à moi. Alors je suis revenu à mon point de départ. J'ai appelé mon fils Natalício, et nous avons commencé à la serpe et à la hache. Nous avons commencé à abattre les arbres et à nettoyer le terrain. Nous avons mis deux mois et neuf jours. Mais nous sommes arrivés comme prévu au chemin que j'avais repéré, près de Vila de Rondônia.

Alors, Monsieur, une fois la piste faite, cette fameuse Société qui vend des terres et qu'on appelle la "Calama" (3), elle qui disait n'avoir personne pour défricher, elle s'est servie de ma piste et a vendu toutes les terres qui la bordaient. Maintenant, il y a des habitants tout le long. Ils ont acheté leur lot à la "Calama", mais jusqu'à aujourd'hui, aucun d'eux n'a reçu de titre de propriété. La "Calama" elle-même n'est sûrement pas propriétaire, mais ça ne fait rien, elle vend quand même. Seulement, quand les gens veulent faire un emprunt à la banque pour acheter des semences et des outils, on les envoie balader parce qu'ils n'ont pas de titres valables. Ils sont comme moi: la "Calama" dit qu'elle les couvre, mais en fait ils sont roulés.

Quant à moi, du jour où j'ai fait cette piste, j'ai eu aussi cette Société sur le dos. De quel droit est-ce que j'étais entré dans la région? qu'ils disaient. De quel droit j'avais ouvert cette route? Je leur ai dit: "Ah, écoutez! Je viens, moi, d'une région civilisée. Alors quand j'ai débarqué ici, dans cet endroit sauvage, sans chemin, sans le moindre équipement, j'ai été obligé d'ouvrir cette piste pour atteindre la ville." Ils m'ont dit: "Sachez que vous serez expulsé n'importe quand de ces terres qui ne vous appartiennent pas et qui ont été vendues il y a huit ans. C'est exact que les propriétaires ne sont pas encore venus, mais le jour où ils viendront, ils vous mettront dehors." Je leur ai dit: "D'accord! Que le propriétaire vienne, il verra que je suis un homme de progrès, un homme qui lutte pour la Nation, et que j'ai bien travaillé. Qu'il me dédommage pour les aménagements que j'ai faits, je n'irai pas contre la loi. Je suis prêt à quitter les lieux à condition qu'il me dédommage. Sinon, je ne bougerai pas." Après cela, ils ont été encore plus agressifs. On m'a fait savoir qu'on ne me laisserait pas tranquille, et qu'après quelques visites des "employés" de la Société, j'attraperais la galle et je perdrais la tête. Je ne me suis pas démonté et je leur ai seulement fait remarquer qu'eux, ils connaissaient peut-être ces terres depuis l'avion, mais que moi, je les connais de mes mains, en défrichant la forêt et en luttant pour donner de quoi vivre à mes enfants.

Eh oui! avec les gens de la "Calama", je m'entendais bien au début. Mais quand ils ont commencé à m'attaquer, à envoyer chez moi leurs jagunços (4), je les ai évités et je ne tiens pas à les voir. "Bonjour, bonsoir", et c'est tout. Je ne tiens pas à les voir parce qu'ils ne cherchent qu'à me faire du tort.

(3) Exemple typique de société privée qu'on trouve dans tout l'intérieur du Brésil et qui vend des terres qui ne lui appartiennent pas. On appelle leurs membres des "grileiros".

(4) Hommes de main, tueurs à gages.

L'an dernier, tenez, leurs jagunços sont venus jusqu'à la clairière que mes hommes à moi étaient en train d'ouvrir dans la forêt (nous avons abattu l'an dernier 28 hectares de forêt). Ce jour-là, j'étais allé à la ville chercher une camionnette pour transporter mon riz à la ville. Quand je reviens, je vois une jeep au milieu de mon chemin, une jeep arrêtée. J'ai regardé la jeep: Ma foi, je me suis dit, c'est la jeep de la Société, la jeep de la "Calama". Alors j'ai pensé: il y a certainement par ici des gens puisqu'il y a une jeep, et que c'est celle de la "Calama". Oui, il y a des gens de chez eux par ici. Je n'avais pas fait un kilomètre que débouchent deux bandits, deux jagunços armés de deux révolvers et le fusil en bandoulière. J'ai tout de suite vu que c'étaient les bandits de la "Calama". Ils s'approchent du chauffeur de la camionnette: "Par hasard, y aurait-y pas dans les parages un dénommé Jorge?". Le chauffeur répond: "Il habite par ici, oui M'sieur." Aussitôt j'ai sauté de la camionnette, et quand j'ai eu sauté sur la route, je leur ai crié: "Qu'est-ce que vous lui voulez à ce dénommé Jorge? C'est moi l'homme que vous cherchez." L'un d'eux me dit: "C'est rien, M'sieur Jorge, pourquoi vous avez peur? C'est seulement qu'on était en train d'inspecter la région et on a vu une immense clairière par ici, une route, tout ça, alors c'est pour ça qu'on est venu pour savoir de quel droit vous êtes entré ici." J'ai dit: "Je suis entré ici avec le droit d'élever ma famille et pas du tout avec le droit d'un bandit, non. Je suis entré avec le droit d'élever mes enfants et c'est tout. Et vous pouvez voir que j'ai travaillé: il y a une piste où vous circulez avec votre jeep. Ça veut dire que des années avant il n'y avait pas de route, et aujourd'hui vous en avez une et vous vous en servez. Ça veut dire que moi je lutte pour le bien de la Nation. Vous, il y a combien d'années que vous êtes dans la région et vous avez pas ouvert une piste, alors que moi qui suis ici depuis quelques années à peine, j'ai déjà fait sept kilomètres de piste: vous y passez en jeep, j'y passe en camion, avec la batteuse à décortiquer le riz. Ça veut dire que vous êtes témoins que je lutte pour le bien de la Nation. C'est vrai ou c'est pas vrai?" Il m'a dit: "M'sieur Jorge, il faudrait que vous alliez jusqu'au bureau de la "Calama" pour discuter le coup avec M'sieur João." Je lui dis: "J'ai guère de temps à perdre en discussions parce que j'ai beaucoup de travail. Mais un de ces jours, quand j'aurai une heure de libre, j'y vais. J'y vais et je verrai bien ce qu'il me veut."

C'était un vendredi. Le lundi suivant, j'ai laissé mes travailleurs seuls à l'abattage et je suis allé à Vila de Rondônia. Quand j'arrive là dans son bureau, il me dit: M'sieur João: "Monsieur Jorge, je vous avais bien dit, la première fois que vous êtes venu ici, que ces terres étaient à quelqu'un?" Je lui dis: "M'sieur João, je ne suis pas un squatter. Simplement, quand je suis arrivé sur les lieux, j'ai trouvé un endroit brut, un endroit sans le moindre sentier, sans le moindre écriteau expliquant que cette terre appartenait à une Société de colonisation. Alors j'en ai conclu que cette terre était à la Nation, qu'elle dépendait de l'INCRA. C'est la raison pour laquelle je me suis installé. Vous pensez bien, M'sieur João, que si j'avais vu une plaque disant: cette terre appartient à une société, à un propriétaire, je n'y entrerais pas! Je connais la loi et je respecte la loi. C'est le cas de dire que je ne suis pas entré n'importe comment. J'ai inspecté, j'ai vu que la terre était inhabitée. L'INCRA a dit que les terres inhabitées pouvaient être occupées, que le seul problème qui pouvait y avoir, ce serait au moment de faire la délimitation... Et vous, maintenant, vous m'attaquez. Vous

m'envoyez vos hommes armés! J'aime mieux vous dire qu'à la fin du compte, on en a marre. Et là où on est, dans les conditions où on vit, il n'en faut pas beaucoup pour avoir marre de vos provocations!" A son tour, il a répondu: "Sachez, mon petit Monsieur, que c'est pas seulement aujourd'hui mais encore plus souvent que vous en aurez marre, car nous ne vous laisserons pas tranquille! On retournera vous voir, vous pouvez en être sûr." Voilà ce qu'il m'a dit.

Aujourd'hui, je me retrouve avec 80 hectares de déboisés et 50 hectares d'herbages. J'ai tout fait moi-même. Je n'ai rien trouvé de fait dans cette région. Alors, me faire partir d'ici comme ça! Je trouve que ce serait le moment que le gouvernement m'aide un peu. Et c'est pour ça que vous me voyez abattu, de penser que jusqu'ici, depuis cinq ans que je suis ici, je n'ai pas eu le moindre soutien du gouvernement. Mais je crois qu'un jour, le gouvernement va se rendre compte de tout ce que j'ai fait pour lui... Et je n'ai jamais rien reçu, pas même un lopin de terre pour dire que ça m'appartient et que je laisserai demain à mes enfants. Je n'ai même pas eu ça. Et me voilà avec cette immense culture, luttant, confiant en Dieu, dans l'espoir d'une solution, dans l'espoir de pouvoir ouvrir la bouche demain devant n'importe quel guichet, de pouvoir dire: "Cette terre m'appartient. Je peux la céder demain à mes enfants, comme preuve que j'ai travaillé pour eux."

J'en suis là. J'ai construit cette maison. Maintenant je vais voir si un jour j'arrive à clôturer. Si le gouvernement m'aidait, je pourrais clôturer les pâtures. Je pensais que le gouvernement m'aiderait, que la banque me prêterait de l'argent pour faire la clôture et élever quelques têtes de bétail en pâture, mais non! Jusqu'à maintenant, je n'ai rien eu, rien. J'ai bien du mal en ce moment, en attendant qu'un jour il y ait une solution au problème de ma terre. La banque ne m'aide pas parce que je suis sur un terrain qui, disent-ils, appartient à une Société de colonisation. Je n'ai aucun titre de propriété. Je suis ici comme un squatter. C'est-à-dire que je suis arrivé, il y a cinq ans déjà, j'ai travaillé, défriché. Je suis allé à la banque, la Banque du Brésil à Porto Velho (5). Et le gérant de la banque m'a dit: "Avec le travail que vous avez fait, les améliorations que vous avez apporté à cette terre, vous devriez être aujourd'hui un homme comblé, un homme bien considéré. Mais malheureusement, vous n'avez pas encore de titre de propriété. Le gouvernement ne vous ayant pas encore accordé de titre de propriété pour vos terres, vous n'êtes pas à même de recevoir un prêt de la banque!" J'ai répondu: "Mais jusqu'à quand est-ce que je vais continuer à être victime de cette situation? Voilà cinq ans que ça dure, je suis fatigué. J'ai plus de 80 hectares de défrichés et plantés, et jusqu'à maintenant je n'ai pas pu acheter le fil de fer barbelé nécessaire pour faire une clôture! Si je demande ça, c'est pour assurer la subsistance de ma famille et pouvoir demain continuer à aller de l'avant et à progresser. Je constate qu'il y a pas moyen et j'en arrive à me sentir humilié de vivre ainsi à l'abandon. Mais je veux continuer à croire qu'un jour j'arriverai à régler cette situation."

Le jour où la banque m'ouvre un crédit, mon idée est de clôturer les prairies et acheter du bétail; après ça, je me débrouille sans problème. Actuellement, tout ce que j'éleve c'est des cochons; mais des vaches, je peux pas en acheter. Avec les pâtures où j'ai semé de l'herbe, je pourrais élever cent têtes de bétail. En attendant, pour mes enfants, je suis obligé d'acheter du lait en poudre...

(5) Porto-Velho, dont dépend administrativement Vila de Rondônia, est à 400 km.

Mon garçon, Natalício, quand il est venu ici, il avait 11 ans. Aujourd'hui, il en a 16. C'est avec lui que j'ai tout fait ici, lui et moi. Cette année, j'ai planté du riz, du maïs, des haricots noirs; c'est avec ça que je nourris ma famille. Et de la viande de chasse, oui, comme ce cerf que nous avons tué ce matin. J'ai bien l'idée de planter un peu de café et de cacao, mais sans l'aide de la banque, je ne peux pas me lancer dans ce projet: il faut de l'argent et l'aide technique du gouvernement. Un jour, j'espère...

Au cours d'une réunion de M. Jerônimo Santana (6) - j'y assistais parce que j'aime assister aux réunions de M. Jerônimo, il est venu dans la région pour demander aux gens de voter pour lui, en disant qu'il allait faire légaliser toutes les situations litigieuses dans la forêt. J'étais là. J'écoutais ce qu'il disait, ce qu'il promettait. Et puis le jour venu j'ai voté pour lui car j'avais confiance dans la promesse qu'il avait faite que je serais bientôt en possession d'un bout de terre. Or jusqu'à aujourd'hui, rien! C'est toujours les mêmes bandits les maîtres ici. Les jagunços n'ont pas disparu, au contraire. Il suffit de voir un tel qui est tueur à gages, connu comme ça; que je connais personnellement; qui se promène armé en pleine ville. Quand je vois ça, je me demande comment le gouvernement ose laisser ces bandits se promener librement dans le Brésil! C'est ça qui fait mal, de voir une situation pareille. Et le lendemain, voir mon voisin battu et massacré par ce type-là. Un autre arrive, tire dans les casseroles et laisse la pauvre femme en sanglots, et les casseroles trouées de balles. Oui, c'était sur les terres de M^{rs} Valmar (Aujourd'hui, l'INCRA y est allé; il a exproprié une partie des terres, mais les bandits continuent à provoquer les habitants). Dans cette affaire, la femme n'a aucun droit à faire valoir parce qu'elle n'a pas de titre de propriété; elle n'a aucun document qui atteste que ce lot de terre est à elle. J'ai vu assassiner cet homme à cet endroit. Et notre député? Pas la moindre aide de la part de celui que nous avons élu et qui devait honorer la parole qu'il nous avait donnée: que le banditisme serait liquidé; qu'à cent kilomètres autour de Rondônia, il n'y aurait pas de grands propriétaires, pas de sociétés de colonisation. Et qu'est-ce qu'on voit? Rien que des propriétaires se disant les maîtres d'immensités de terres; rien que des sociétés de colonisation!

On dit qu'une Société de colonisation, normalement, construit des pistes, des écoles et qu'elle s'occupe des enfants. Ici, on n'a jamais vu une Société de colonisation le faire. La seule chose qu'elle sait faire, c'est d'organiser le banditisme, ici, au coeur du Territoire du Rondônia. Et par qui peut-elle bien être appuyée, sinon par le gouvernement? Car s'ils n'avaient pas le soutien du gouvernement, ils ne seraient pas ici, à écorcher et à déshonorer la Nation.

Tous mes voisins sont bien au courant de ma situation, car pour eux c'est la même chose. Ils ont été avertis qu'ils devaient partir d'une façon ou d'une autre. Mais ce qu'il faut, c'est réunir les gens, les avertir un par un pour qu'on s'entende. Sans réunion, sans entente, personne ne peut vaincre l'obstacle. Autrefois, il y avait une loi qui disait qu'à partir de huit personnes, huit ou dix, le groupe avait force de loi. C'est-à-dire qu'on devenait plus fort, qu'on avait plus de droits.

(6) Jerônimo Santana est le seul député du Territoire du Rondônia, appartenant à l'opposition et réélu en 1974. Il a lui-même été victime de menaces de mort des jagunços.

Mais une personne seule, c'est un caillou jeté au bord du chemin; elle ne peut rien faire. Quand on s'unit, quand on s'entend, on arrive à en trouver un qui est plus capable, qui peut aller expliquer au gouvernement les souffrances que nous endurons dans la forêt.

C'est pour ça qu'on a bien envie de nous réunir un jour pour discuter. On lutte tous pour les mêmes droits, eux comme moi. Seulement voilà, on va à l'INCRA et l'INCRA nous dit: "On va bientôt chez vous. On va résoudre votre cas, exproprier les terres pour vous les affecter." Mais jusqu'ici, il n'y a pas eu la moindre décision et on attend. On attend et on est fatigué d'attendre. Et on finit par avoir peur de notre situation, en voyant venir le moment où on va être massacrés au milieu de la forêt sans que le gouvernement fasse la moindre chose, sans avoir droit à quoi que ce soit. On finit par vivre dans le cauchemar d'être arrachés d'ici par une Société qui se dit de colonisation, mais qui non seulement ne fait rien, mais qui empêche les autres de travailler, qui entre dans la forêt pour en arracher le peuple qui y travaille.

(Propos recueillis au lieu-dit "Entre Rios"
à 12 km au NNE de Vila de Rondônia, le 6
janvier 1976)

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la Publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249